



**HAL**  
open science

## Gestion des ressources naturelles par l'agriculture en Andalousie: une analyse en termes de proximité

Anastasia Aviles-Benitez

► **To cite this version:**

Anastasia Aviles-Benitez. Gestion des ressources naturelles par l'agriculture en Andalousie: une analyse en termes de proximité. Le local à l'épreuve de l'économie spatiale: Agriculture, environnement, espaces ruraux, 33, INRA, 216 p., 2002, Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement, 2-7380-1063-6. hal-02828601

**HAL Id: hal-02828601**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02828601>**

Submitted on 7 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Gestion des ressources naturelles par l'agriculture en Andalousie : une analyse en termes de proximité

Anastasia AVILES BENITEZ<sup>1</sup>

INRA-ESR Grenoble - BP 47 - 38040 Grenoble -  
Tél. 04 76 82 54 48 – Fax. 04 76 82 54 55 –aviles@grenoble.inra.fr

## Résumé

En Andalousie, dans une zone d'élevage extensif sous forêt de chênes (verts et liège), les pratiques de gestion mises en œuvre par les agriculteurs pour entretenir le milieu sont diverses. Alors que globalement la forêt de chêne se dégrade, certains agriculteurs arrivent à maintenir un compromis entre viabilité de leur exploitation et conservation du couvert arboré. Dans cet article, il s'agit d'approfondir les facteurs explicatifs de ce compromis. Pour cela, nous mobilisons une approche en termes de proximité, s'intéressant au contexte socio-économique et institutionnel de l'exploitant. En particulier, nous développons une analyse statistique des relations que les exploitants entretiennent avec d'autres acteurs (éleveurs, main-d'œuvre, filières et institutions), ainsi que sur la localisation géographique de ces relations. Les résultats obtenus permettent d'établir un lien entre la manière dont les exploitations s'insèrent dans leur territoire et la gestion des ressources arborées observable dans les exploitations.

**Mots-clés** : agriculture durable, proximité, système agro-sylvo-pastoral, dehesa, Andalousie.

## Abstract

*Local relationships and farm management of the environment in Andalusia. In an extensive livestock farming area of Andalusia where the livestock is partly fed on holm and cork oak tree forage and acorns, farmers have developed a diversity of management practices regarding the oak trees. Although most farmers do not protect the oak woodland, some of them are able to maintain viable farms by using and protecting the trees. In this paper, the author analyses the farmers' decision-making processes using a statistical analysis based on the socio-economic and institutional relationships of the farmers with other actors (e.g. other farmers, labour force, market and institutions). Both the type and geographical location of the relationships are analysed. Results highlight the relations between the farmers' local relationships and their environmental practices regarding the conservation of the oak communities.*

**Keywords**: sustainable agriculture, proximity, agrosilvopastoral systems, Dehesa, Andalusia, Spain.

## Introduction

Dans un contexte où la production agricole doit répondre de plus en plus à des critères de qualité des produits et de préservation de l'environnement, on ne peut plus continuer à expliquer le comportement des agriculteurs à l'aide de modèles ne tenant pas compte du contexte socio-économique et

institutionnel avec lequel ils interagissent. En effet, l'exigence de changement de pratiques liée à la nouvelle demande sociale va de pair avec des processus de négociation, de contractualisation, et d'interaction avec divers acteurs émetteurs de règles (Gafsi, 1998). De ce fait, les exploitations agricoles peuvent être vues comme des organisations ouvertes pouvant jouer un rôle actif dans un contexte changeant (Valceschini, 1990), en postulant que leur

---

\* Cet article est issu des résultats de la recherche développée dans A. Avilés Benítez (2000).

<sup>1</sup> Voir les nouvelles coordonnées d'A. Avilés en fin d'ouvrage.

comportement ne dépend pas uniquement de leur fonctionnement interne, ni d'un contexte figé donné sous forme d'atouts et de contraintes.

Ainsi, nous émettons l'hypothèse que la manière dont les exploitations s'intègrent dans leur contexte socio-économique et institutionnel proche joue un rôle déterminant dans le compromis que certaines d'entre elles font entre objectifs économiques et objectifs environnementaux.

Dans cet article, nous nous intéressons au comportement des agriculteurs face à la gestion des ressources naturelles dans le cas d'une région méditerranéenne du sud de l'Espagne, la Sierra Norte de Sevilla. Cette région se caractérise par un système agraire à forte valeur écologique : le système agrosylvo-pastoral de *dehesa*. À l'aide d'une approche typologique, nous nous centrons sur l'analyse des facteurs explicatifs de la gestion environnementale des exploitations de cette région, et en particulier des exploitations ayant su bâtir un compromis entre viabilité économique et conservation des ressources, c'est-à-dire les exploitations menant une gestion « durable » des ressources. Pour expliquer les raisons et l'origine de ce compromis, nous nous appuyons sur une approche en termes de proximité. Cette approche nous conduit à analyser dans quelle mesure les exploitations étudiées, considérées comme des organisations, dépendent de leur contexte économique et social proche, et dans quelle mesure cette dépendance se traduit par un comportement environnemental et économique particulier.

## 1. Problématique

### 1.1. Brève présentation du cas d'étude

La *dehesa* est un ancien système de mise en valeur de l'espace qui s'étend sur des terres médiocres de moyenne montagne, occupant plus d'un million d'hectares au sud de la péninsule ibérique (Campos *et al.*, 1998). Héritage de l'ancien système latifundiaire, les *dehesas* sont des grandes propriétés privées exploitées grâce à l'aide d'une abondante main-d'œuvre salariée. Sommairement, il s'agit d'un système combinant un ensemble de ressources fourragères, dont une partie est issue des chênes liège et des chênes verts, producteurs de glands et de ramées, et un mode d'élevage extensif de porcs et de ruminants. Dans cet agro-écosystème, les arbres constituent une ressource indispensable, tant du point de vue écologique, que du point de vue économique (cf. Encadré 1).

Depuis la modernisation agricole des années 70, avec la crise du système traditionnel, la forêt n'a pas cessé de se dégrader (cf. Encadré 2). Ce processus de dégradation, peut être interprété comme le résultat de l'instauration d'un conflit entre l'activité agricole et le fonctionnement écologique de ce système. Les agriculteurs n'auraient plus les moyens ni l'intérêt économique de renouveler et entretenir les chênes et de ce fait cette ressource se fossilise (Campos *et al.*, 1998).

#### Encadré 1

##### Rôle de l'arbre dans le fonctionnement des *dehesas*

L'arbre est l'élément clé dans des processus biologiques, hydrologiques et géophysiques nécessaires au maintien de la richesse écologique. Du point de vue de la lutte contre les risques d'incendie, la forêt de *dehesa* apparaît extrêmement bien adaptée de par la densité contrôlée des arbres et de par leur résistance au feu (chêne liège). Du point de vue économique, l'arbre a des effets très positifs sur la qualité et la quantité des pâtures, mais et surtout, il est à la base de la production de porcs -engraissés avec des glands-, du liège, ainsi que du maintien des attraits touristiques de la région tels que la chasse ou la promenade.

**Encadré 2**

**La crise des dehesas des années 70**

Le fonctionnement des dehesas s'est profondément modifié depuis les années soixante-dix, avec la crise du système traditionnel. Cette crise s'explique par deux événements majeurs (Roux, 1987) :

- la hausse du coût de la main-d'œuvre et la dépréciation de certains produits agricoles (principalement le porc) et sylvicoles (bois et charbon) qui ont suivi la modernisation de l'agriculture espagnole ;
- l'épidémie de peste porcine africaine qui a touché les élevages extensifs, empêchant pendant presque deux décennies que les produits du porc ibérique soient commercialisés en dehors de leur zone de production.

Les réponses économiques à cette crise ont été diverses : déboisements et mise en labour des parcelles dans les terres les plus fertiles, abandon de l'activité d'élevage et spécialisation dans la chasse commerciale dans les zones les plus pentues, intensification des ateliers d'élevage, spécialisation surtout dans l'élevage bovin et porc, et abandon des productions fourragères dans les exploitations ayant continué l'activité d'élevage. Dans tous les cas, le changement des prix relatifs qui ont suivi la crise ont eu comme conséquence l'abandon des pratiques traditionnelles d'entretien et de renouvellement des chênes, et de ce fait les forêts de dehesa se sont fortement dégradées. Ce processus ne semble pas s'être arrêté malgré le nouveau contexte européen. Ainsi dans la région étudiée, la superficie de dehesa a chuté de 18 % entre 1984 et 1996 (« Distribución general de la tierra (1985-1996) », Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación).

Or, l'analyse de la réalité montre que ce conflit, du fait de la diversité des comportements écologiques et économiques observables au niveau des exploitations, ne présente pas la même envergure dans tous les cas. En effet, les stratégies développées par les exploitants face à la crise du modèle traditionnel ont donné lieu à des systèmes de production diversifiés selon la taille économique, le mode de faire-valoir, la nature des productions, le niveau d'intensification, etc., mais aussi selon la manière dont elles se sont organisées pour la mise en place des nouvelles pratiques de production ou de commercialisation (Roux, 1987). Par ailleurs, si la main-d'œuvre salariée reste encore aujourd'hui la forme de travail agricole la plus importante dans la région, les relations de travail se sont flexibilisées et diversifiées pour faire face à l'augmentation des coûts salariaux qui ont suivi les flux migratoires des années soixante-dix. De ces relations de production diverses, résultent des performances économiques et des pratiques environnementales contrastées.

## 1.2. Méthode

Notre recherche est basée sur une analyse typologique de 42 exploitations d'une zone de dehesas en Andalousie : la Sierra Norte

de Sevilla. Les principaux aspects méthodologiques sont les suivants :

- Du fait de la forte concentration foncière qui caractérise la Sierra Norte de Sevilla (seulement 9 % des titulaires d'exploitations détiennent presque 80 % de la superficie), nous avons limité la population d'étude aux exploitations dont la taille est supérieure ou égale à 100 ha., seule cette surface permettant à un agriculteur de vivre de son exploitation. La population d'étude est ainsi constituée de 514 exploitations qui représentent 262 745 hectares. La source statistique sur laquelle nous nous sommes appuyés pour identifier cette population est le Recensement Agricole de 1989.
- L'échantillon de 42 exploitations a été construit par la méthode stratifiée en fonction de trois variables essentielles pour l'analyse : la taille de l'exploitation, la personnalité juridique et l'occupation du titulaire. Cet échantillon représente 8,2 % des exploitations et 13,2 % de la superficie de la population d'étude. Il est représentatif par rapport aux trois variables utilisées pour la stratification<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Moins de 5 % d'erreur avec un test statistique « T Student ».

- Il est aussi représentatif des différents systèmes de production présents dans la Sierra (occupation des sols, orientation d'élevage, niveaux de modernisation, système de recrutement des salariés,...).
- Pour le recueil de l'information, nous avons réalisé des enquêtes de terrain pendant 4 mois en 1997. Le questionnaire utilisé pour ces enquêtes est constitué de cinq sections qui traitent successivement les thèmes suivants : caractéristiques socio-culturelles et insertion institutionnelle de l'exploitant, gestion économique et financière de l'exploitation, gestion environnementale, gestion de la main-d'œuvre et avenir de l'exploitation. Ce questionnaire alterne des questions fermées avec des questions ouvertes. Ces dernières nous ont permis d'obtenir des informations qualitatives qui ont été mobilisées lors de l'interprétation des résultats statistiques obtenus.
- Enfin, pour le traitement de cette information, nous avons utilisé l'Analyse Factorielle des Correspondances Multiples (ACM) et la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH). Ces techniques, très pertinentes lorsque l'échantil-

lon est réduit, ont pu ainsi être correctement appliquées à notre cas.

### **1.3. Le concept de durabilité et son application à l'analyse de la diversité des exploitations de dehesa**

Une première partie de notre recherche a été consacrée à l'identification de différents modèles de gestion des dehesas et au repérage des exploitations durables, selon une double analyse économique et environnementale.

Nous posons tout d'abord la question de la définition de la *gestion durable* des exploitations de dehesa. Pour cela, nous avons mobilisé l'approche *écologico-économique* de la durabilité (Norgaard, 1988 ; Costanza, 1991 ; Common & Perrings, 1992) (cf. Encadré 3).

L'application de cette analyse de la durabilité aux exploitations de la zone étudiée nous a permis d'identifier quatre modèles d'exploitations, dont un seul apparaît durable. Cette analyse est développée dans Avilés Benítez (2000, 2001) et synthétisée dans l'encadré 4.

#### **Encadré 3**

##### **Définition de la gestion durable des exploitations**

Selon l'Economie Ecologique, la durabilité implique la conservation de ce qui est appelé le « *capital naturel critique* » (CNC), ou ensemble des biens environnementaux qui remplit dans une région donnée d'importantes fonctions environnementales et pour lesquels aucun substitut naturel ou produit n'existe. Le maintien du CNC passe par la définition de normes minimales de conservation qui doivent être respectés par l'activité économique. Au plan économique, cette approche de la durabilité est subordonnée au maintien de la viabilité des entreprises, au présent comme à l'avenir.

L'importance écologique, mais aussi économique et sociale, de la forêt dehesa dans la Sierra Norte de Sevilla nous a permis de justifier sa considération comme faisant partie du capital naturel critique (Avilés Benítez, 2000). A partir de ceci, en nous appuyant sur l'avis des scientifiques, des techniciens, des agriculteurs et des travailleurs expérimentés de la région, nous avons défini une norme de conservation de la forêt de dehesa. Cette norme a été définie à l'aide de six indicateurs pour lesquels ont été établis des seuils minima. Ces indicateurs sont : l'indice de renouvellement naturel, l'indice de reboisement, la fréquence de la coupe de renouvellement, la fréquence de la coupe d'éclaircissage, la fréquence de la taille de formation et la fréquence de la taille de maintien.

Concernant le volet économique, nous avons tenu compte des indicateurs mesurant la capacité des exploitations de sécuriser le niveau moyen de revenu : valeur ajoutée à l'hectare pour l'année 1997, résultat de l'exercice par Unité de Travail An pour les années 1994 et 1997 et nombre d'années avec pertes entre 1987 et 1997.

**Encadré 4****Diversité des modèles de gestion des exploitations  
écologique et économique de la Sierra Norte de Sevilla**

Nous pouvons mettre en avant l'existence de quatre modèles principaux de gestion des dehesas dans la région d'étude :

- *Gestion de déprise* (19 % des exploitations de l'échantillon et 8,7 % de la superficie). Ce modèle de gestion se caractérise par la présence dans les exploitations de graves difficultés économiques et financières et par des problèmes importants de renouvellement des chênes (aucune exploitation ne respecte les seuils minima pour les indicateurs indice de renouvellement et indice de reboisement). Il s'agit de petites exploitations familiales (dans 75 % des cas, elles ont moins de 300 hectares) présentant le plus souvent des systèmes de production traditionnels (faible modernisation, faible chargement d'élevage à l'hectare, races autochtones, présence importante des caprins et ovins,...).

- *Gestion de prélèvement* (33,3 % des exploitations de l'échantillon et 55,1 % de la superficie). Il est présent dans des exploitations ayant de très bons résultats économiques mais ayant abandonné l'entretien des arbres, tant pour ce qui concerne la taille que le renouvellement. Il s'agit d'exploitations de grande taille (plus de 500 hectares dans 78 % des cas), constituées parfois en société commerciale, et dont les titulaires ont parfois une activité principale non agricole. Ces exploitations présentent soit une stratégie d'intensification (utilisation de races industrielles, ateliers d'élevage très demandeurs d'intrants extérieurs, modernisation des installations,...), soit une stratégie de substitution de l'élevage par la chasse commerciale.

- *Gestion conservatoire* (16,7 % des exploitations de l'échantillon et 5,71 % de la superficie). Ce modèle de gestion est caractéristique des exploitations privilégiant la conservation des ressources à l'obtention de bons résultats économiques à court terme. Il s'agit de petites et moyennes exploitations, héritées en grande partie, et dont leurs titulaires ont dans la plupart des cas, une autre activité à l'extérieur de l'exploitation. Avec des systèmes d'élevage plutôt extensifs et spécialisés dans les porcins et/ou ovins, ces exploitations utilisent beaucoup de main-d'œuvre à l'hectare, ce qui explique des coûts salariaux importants et de faibles résultats à l'Unité de Travail An.

- *Gestion durable* (30,9 % des exploitations de l'échantillon et 30,5 % de la superficie). Il s'agit d'un modèle de gestion respectueux des seuils minima définis pour l'ensemble des indicateurs écologiques et par une gestion économique évitant les années déficitaires et entraînant des résultats au-dessus de la moyenne régionale, ce qui correspond à des niveaux de rentabilité proches de ceux du marché. Les exploitations mettant en place ce modèle de gestion se caractérisent avant tout par le fait de mener une stratégie de qualité des produits (pas de races industrielles, finition de l'engraissement des porcs en « montanera », mise en place de cultures fourragères,...), tout en ayant modernisé leurs installations. En revanche, des aspects tels que la taille de l'exploitation ou l'orientation économique, apparaissent peu significatifs pour comprendre le compromis existant dans ces exploitations entre des objectifs économiques et environnementaux.

A partir de ce premier travail typologique, l'objectif de cet article est de tenter d'expliquer cette diversité de comportement en nous appuyant sur le concept de *proximité*. Celui-ci renvoie à une approche tenant compte de l'ensemble des liens que les agriculteurs de dehesa maintiennent avec l'espace physique, socio-culturel et économique dans lequel ils s'insèrent.

#### **1.4. Comment définir la proximité ?**

Plus qu'un approfondissement sur le contenu conceptuel de la proximité, nous proposons ici une application empirique de cette notion traitée depuis peu par la discipline économique. Avant tout, le terme proximité traduit l'importance générale accordée aux interactions, tout en intégrant les phénomènes spatiaux sous une autre

forme que la notion de distance telle qu'elle a été développée par les apports de la tradition dominante de l'économie spatiale (Bellet & Kirat, 1998). Le concept de proximité va être utilisé dans notre recherche à la fois en termes de proximité organisationnelle et de proximité géographique, selon la réflexion menée par l'ensemble des chercheurs appartenant au réseau « dynamique et proximité » (RERU, 1993 ; Dupuy & Torre, 1998 ; Rallet, 1999).

La proximité organisationnelle repose sur deux types de logique, qui peuvent être qualifiés d'*appartenance* et de *similitude*. Selon la logique d'appartenance, sont proches en termes organisationnels les acteurs qui appartiennent au même espace de rapports, entre lesquels se déroulent des interactions de diverses natures (marchande ou pas, intentionnelle ou pas, etc.) Selon la logique de similitude, sont proches en termes organisationnels les acteurs qui se ressemblent, c'est-à-dire qui partagent les mêmes connaissances et qui appartiennent à un même espace de référence. « Dans le premier cas, c'est de l'effectivité des coordinations que dépend l'appartenance à un même ensemble ; dans le second, la proximité est liée à une relation de « ressemblance » des représentations et des modes de fonctionnement » (Gilly & Torre, 1998 : 11). Ces deux dimensions peuvent apparaître simultanément.

La proximité géographique, par contre, renvoie à la localisation des interactions dans un espace déterminé. Ainsi, alors que la proximité organisationnelle traite de la relation économique, la proximité géographique traite de la relation dans l'espace ; alors que la première traite des liens en termes d'organisation de la production, la deuxième traite des liens en termes de distance (Gilly & Torre, 1998). La proximité géographique, facilitant les relations de face à face, permet non seulement l'échange de savoirs ou d'informations peu formalisés, mais aussi la densification des relations sociales. De ce fait, elle introduit une dimension de contrôle dans le processus de production et de commercialisation (Grossetti, 1998). Elle peut ainsi favoriser le renforcement des logiques d'appartenance et de similitude qui caractérisent la proximité organisationnelle.

L'intérêt du concept de proximité pour notre analyse est de nous permettre d'éclairer la nature des rapports entretenus par les exploitants de dehesa avec d'autres acteurs économiques et institutionnels, et de comprendre leur importance dans la mise en place d'une gestion durable des exploitations. Nous allons ainsi décliner au niveau empirique les deux composantes de la proximité qu'on vient de décrire. D'une part, pour ce qui concerne la proximité organisationnelle, nous chercherons à répondre à la question : y-a-t-il dans la région d'étude des exploitations maintenant des interactions particulièrement denses avec d'autres organisations et acteurs sociaux, économiques et institutionnels ? Comme l'ont souligné A. Torre (1993) et J.P. Gilly & A. Torre (1998), ces relations peuvent avoir une nature marchande (relations input/output avec des fournisseurs, par exemple) ou non (relations d'entraide avec d'autres éleveurs, échange de matériel, etc.), formelles (au sein des structures collectives comme la coopérative) ou informelles (accords commerciaux lors de réunions amicales). Il s'agit ainsi d'analyser la nature, l'importance et la fréquence des interactions entre l'exploitant et d'autres éleveurs, des fournisseurs et des clients, ainsi qu'avec des institutions territoriales ou extra-territoriales.

D'autre part, dans l'utilisation du concept de proximité géographique qui est la nôtre, il s'agit de prendre en compte non seulement l'espace physique – il s'agirait alors d'une analyse en termes de « *proximité matérielle* » (Grossetti, 1998) –, mais aussi l'espace *construit historique*. Ainsi, nous allons nous intéresser à la distance physique qui sépare le titulaire de son exploitation, ainsi qu'à l'importance du recours aux marchés locaux dans les rapports de production (proximité des relations de travail, des relations d'achat et des relations de vente). Mais aussi, nous nous intéresserons aux liens qui rattachent les exploitants à la culture productive locale, car l'espace physique ne peut pas être analysé en dehors de sa construction sociale qui passe par l'accumulation et la transmission des savoirs acquis historiquement.

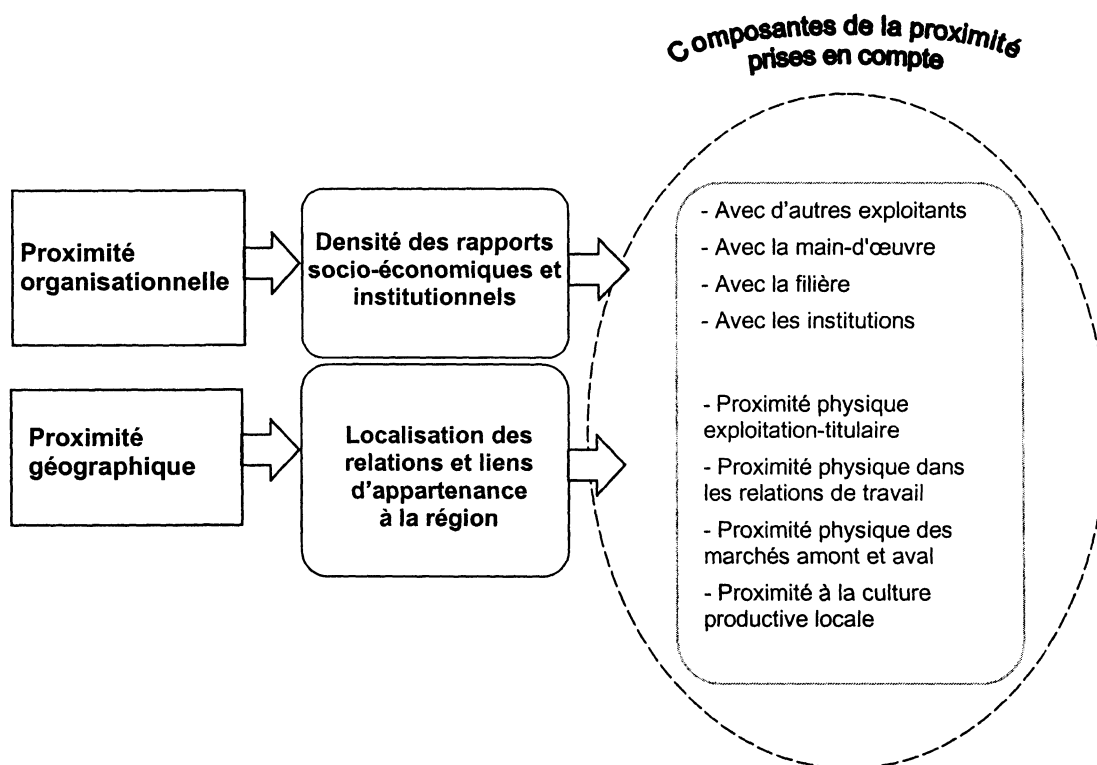


Figure 1. Les composantes de la proximité

Ces savoirs sont nécessaires à la reproduction de l'activité économique (dans notre cas l'agriculture) qui façonne l'espace physique (Figure 1).

L'ancrage des exploitants agricoles dans des relations de proximité va être alors défini comme la mobilisation par eux d'une proximité organisationnelle et d'une proximité géographique. Les agriculteurs les plus ancrés étant ceux pour lesquels la proximité physique des relations de production et de vente s'accompagne de rapports organisationnels denses.

## 2. Une esquisse des différentes façons de mobiliser la proximité par les exploitants agricoles

Nous allons présenter ici sommairement les résultats de notre recherche. Ils nous permettront de mettre en avant les différentes modalités dont les titulaires de dehesa de la Sierra Norte mobilisent des

rapports de proximité dans la gestion de leurs exploitations.

Pour l'analyse, nous avons considéré deux groupes des variables nous permettant de décliner successivement les concepts de proximité organisationnelle et de proximité géographique. En relation à ces variables et à l'aide de l'analyse des données, nous avons identifié trois classes d'exploitations en fonction de l'intensité de leur ancrage dans des rapports de proximité (voir en annexe).

### 2.1. Des rapports organisationnels plus ou moins denses

Les résultats de la caractérisation des classes par les variables relatives à la proximité organisationnelle (Tableau 1) nous permettent de réaliser que les classes se différencient sur les quatre variables de la façon suivante :



Thèmes	Variables	Classe 1 exploitations peu ancrées (45,2 % des expl.)	Classe 2 exploitations moyennement ancrées (28,6 % des expl.)	Classe 3 exploitations très ancrées (26,2 % des expl.)
<b>1. Relations avec autres éleveurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Echanges marchands</li> <li>- Entraide</li> <li>- Echange de matériel</li> <li>- Discussions techniques</li> <li>- Diffusion d'inform. stratégique</li> <li>- Appartenance à groupe de chasse</li> <li>- Réunions de week-ends</li> <li>- Appartenance à assoc. culturelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Non</li> <li>Non</li> <li>Non</li> <li>Non</li> <li>Non</li> <li>Non</li> <li>Non</li> <li>Non</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Peu fréquents</li> <li>Non</li> <li>Oui</li> <li>Oui</li> <li>*</li> <li>*</li> <li>*</li> <li>*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Importants</li> <li>Oui</li> <li>Oui</li> <li>Oui</li> <li>Oui</li> <li>Oui</li> <li>Oui</li> <li>Oui</li> </ul>
<b>2. Relations avec la main d'œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ancienneté des salariés permanents</li> <li>- Critère de recrutement main-d'œuvre</li> <li>- Proportion de travailleurs permanents avec statut précaire (CDD)</li> <li>- Rotation de la main d'œuvre. occasionnelle</li> <li>- Accès à la main d'œuvre spécialisée</li> <li>- Travailleurs non déclarés</li> <li>- Conditions de travail (temps)</li>   <li>- Niveau salarial</li> <li>- Avantages non salariaux</li> <li>- Formation des jeunes ouvriers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Majorité &lt; 5 ans</li> <li>Productivité</li> <li>Importante (&gt; 35 %)</li> <li>Forte</li> <li>Avec difficultés et retard</li> <li>Oui</li> <li>&gt;39 heures/ semaine et &lt; 10 jours de vacances</li> <li>Elevé</li> <li>Nuls</li> <li>*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Majorité &gt; 5- 10 ans</li> <li>Familiers ou amis</li> <li>Nulle</li> <li>Moyenne ou faible</li> <li>*</li> <li>*</li> <li>&gt;39 heures/ semaine et &lt; 20 jours de vacances</li> <li>Moyen</li> <li>*</li> <li>*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Majorité &gt; 10 ans</li> <li>Expérience et réputation</li> <li>Faible (0-35 %)</li> <li>Faible</li> <li>Sans aucun problème</li> <li>Non</li> <li>= 39 heures/ semaine et &gt; 15 jours de vacances</li> <li>*</li> <li>Très importants</li> <li>Oui</li> </ul>
<b>3. Relations avec la filière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature relations avec fournisseurs</li> <li>- Nature relations avec clients</li> <li>- Stabilité des relations avec fournisseurs</li> <li>- Stabilité des relations avec clients</li> <li>- Affiliation à coopératives</li> <li>- Responsabilité dans coopérative</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Strictement marchandes</li> <li>Strictement marchandes</li> <li>Faible</li> <li>Faible</li> <li>A aucune</li> <li>Non</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amicales</li> <li>Amicales</li> <li>Moyenne</li> <li>Moyenne</li> <li>*</li> <li>*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>De partenariat</li> <li>De partenariat</li> <li>Forte</li> <li>Forte</li> <li>A deux ou plus</li> <li>Oui</li> </ul>
<b>4. Relations avec institutions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports fréquents collectivités locales</li> <li>- Rapports avec délégation locale de la « Consejería » de l'agriculture</li> <li>- Rapports avec « Consejería » de l'Agriculture</li> <li>- Participation dans société de développement</li> <li>- Affiliation à OPA « ASAJA »</li> <li>- Cession droit de chasse à association locale de chasseurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Non</li> <li>Plus d'une fois par an.</li> <li>Plus d'une fois par an</li> <li>Non</li> <li>*</li> <li>*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>*</li> <li>*</li> <li>Moins d'une fois par an</li> <li>*</li> <li>Oui</li> <li>Oui</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Oui</li> <li>Plus d'une fois par mois</li> <li>*</li> <li>Oui</li> <li>Oui</li> <li>*</li> </ul>

(\*) Cases pour lesquelles aucune modalité ne se révèle significative à un seuil de probabilité d'erreur inférieur à 10 %

Tableau 1. Caractéristiques des classes selon les rapports de proximité organisationnelle

### **Les relations que les exploitants maintiennent avec d'autres éleveurs.**

La classe 3 est celle dans laquelle ces relations sont les plus denses (par leur stabilité et leur reproductibilité) et les plus complexes (quant à leur diversité, marchande ou pas, formelles ou informelles,...). On peut parler d'interdépendances externes entre éleveurs sous la forme de transactions marchandes (achats des porcelets pour l'engraissement, achats des reproducteurs,...), mais également de transactions non marchandes (entraide, échange de conseils techniques et de renseignements, emprunts de matériel,...).

Les exploitants de la classe 1, à l'extrême opposé, se caractérisent par la presque inexistence de ce type de relations, ce qui révèle un comportement plus individualiste, évitant la coopération (marchande ou pas) avec d'autres éleveurs. Quant à la classe 2, elle réunit des exploitants qui veulent collaborer avec d'autres éleveurs en ce qui concerne le matériel ou le conseil technique, mais qui sont moins favorables à diffuser des informations stratégiques et surtout à participer à l'entraide. Ils font donc preuve d'une certaine volonté de coopération, mais avec des limites.

### **Les relations avec la main-d'œuvre**

Les exploitants de la classe 1 se caractérisent par la discontinuité des relations avec les salariés : les ouvriers permanents sont souvent en CDD et leur ancienneté y est plus faible que dans les autres exploitations, les ouvriers occasionnels changent continuellement. A ceci, vient s'ajouter parfois la présence de travailleurs non déclarés. Les salaires sont parfois plus élevés que dans les autres classes mais le temps légal de travail n'est pas respecté. Tous ces facteurs nous amènent à penser que dans ce genre de relations, la réciprocité a du mal à s'installer, et de ce fait ces exploitants ont des difficultés pour recruter des ouvriers spécialisés dans des tâches où le savoir-faire est très recherché (taille et écorçage des chênes).

Les exploitants de la classe 3, par contre, montrent des relations d'une nature et d'une intensité très différentes. Ainsi les ouvriers fixes sont dans l'exploitation depuis plus de

dix ans, et les mêmes ouvriers occasionnels sont recrutés chaque année. Dans certaines exploitations, on peut trouver un ouvrier permanent embauché en CDD, ce qui permet une plus grande flexibilité face aux risques économiques ou climatiques, mais cela ne concerne jamais les ouvriers les plus précieux par leurs qualités professionnelles (expérience dans la conduite du bétail, bonne connaissance de l'exploitation, compétence dans des tâches multiples,...). En outre, quand on embauche quelqu'un de nouveau, cela se fait toujours sous contrat. Le salaire n'est pas supérieur à ce qui est stipulé dans la convention collective, mais cela est compensé par le respect du temps de travail réglementaire, et surtout par des avantages non salariaux tels que les « *escusas* »<sup>3</sup>. Ces avantages, basés sur la confiance<sup>4</sup>, sont très intéressants tant pour l'ouvrier (source de revenus), que pour le titulaire (flexibilité financière grâce à des salaires plus bas). Enfin, la formation des jeunes ouvriers est prise en charge par ces exploitants, ce qui facilite ensuite leur accès à la main-d'œuvre spécialisée, grâce aux rapports de réciprocité qui s'instaurent.

Pour la classe 2, on se retrouve dans une situation intermédiaire entre les deux classes précédentes pour ce qui concerne les conditions de temps de travail et de salaire. Par contre, comme la classe 3, les relations de travail sont plutôt stables : la main-d'œuvre permanente est dans l'exploitation depuis moins longtemps que dans le cas de la classe 3, mais par contre, cette main-d'œuvre a rarement un statut précaire. Les relations personnelles jouent un rôle très important, ce qui est visible non seulement par la stabilité des rapports, mais aussi par la prépondérance des liens familiaux ou d'amitié dans les critères de recrutement.

Ces éléments nous conduisent à considérer que dans ces exploitations de la classe 2,

<sup>3</sup> Il s'agit d'une coutume selon laquelle l'ouvrier a le droit d'élever du bétail propre, souvent mélangé à celui du titulaire de l'exploitation.

<sup>4</sup> La confiance est nécessaire car l'ouvrier pourrait favoriser son propre bétail aux dépens du bétail de l'exploitant en cas de pénurie d'herbe ou de gland. De même, en cas de maladie ou de perte du bétail, si celui-ci n'est pas bien marqué, l'ouvrier pourrait comptabiliser toutes les pertes dans le troupeau du titulaire.

mais surtout dans celles de la classe 3, on est confronté à des rapports de travail de type « paternalistes » au sens où ces rapports se caractérisent par l'affection réciproque, l'autorité et le respect (Allouche & Amann, 1998). Dans ces rapports, les comportements des exploitants et des salariés, tant sur le marché local du travail que dans l'exploitation, sont affectés par des liens sociaux qui les unissent, et ne peuvent donc se réduire à une simple confrontation entre offreurs et demandeurs de travail (Blanc *et al.*, 1999).

### **Les relations que les exploitations maintiennent avec les filières**

C'est à plusieurs niveaux qu'on apprécie les différences entre les classes. D'une part, suivant la nature des rapports développés entre les exploitants et les fournisseurs ou les clients, nous pouvons souligner des rapports éminemment marchands dans le cas des exploitations de la classe 1 (prise en compte des prix et du risque, raisonnement de court terme) et des rapports de partenariat dans la classe 3 (sacrifice du présent au profit de la mise en place de projets collectifs, accords cherchant un intérêt commun et de long terme), en passant par des rapports largement basés sur des liens d'amitié pour la classe 2 (clients et fournisseurs connus depuis longtemps ou avec souvent des rapports personnels en dehors des rapports commerciaux). D'autre part, si l'on analyse la stabilité de ces rapports, on constate qu'ils sont très stables dans le cas de la classe 3, d'une stabilité plutôt moyenne pour les exploitants de la classe 2 et peu stables pour un peu plus de la moitié des exploitants de la classe 1.

Cependant, concernant la vente des porcs engraisés il faut noter que les différences de comportement observées se gomment entre les classes. En effet, la vente des porcs engraisés aux grands industriels de la salaison, principaux acteurs de la filière, se fait rarement dans le cadre de rapports de partenariat<sup>5</sup>. Toutefois, pour la classe 3, les

<sup>5</sup> Toutefois, dans les cas où l'éleveur utilise d'autres circuits de vente (des petits abattoirs, des boucheries,...) ou prend en charge lui-même l'abattage des animaux et la commercialisation des produits, on observe des rapports plus denses et stables. Cependant, ces circuits alternatifs présents dans les trois classes d'exploitations

rapports entre les exploitants et les industries de la salaison sont plus fréquemment doublés d'un contrat fixant ex-ante un prix et une date d'achat ainsi que des conditions à remplir quant à la part de glands dans la ration alimentaire des porcs. Ceci est en lien avec le fait que les exploitants de cette classe vendent leurs porcs principalement à des industriels situés à Huelva (proches de la région et très exigeants en qualité), alors que les exploitants des autres classes négocient plutôt avec les industriels de Salamanca (moins proches et moins exigeants en qualité). Ainsi, on peut considérer que, même pour les produits porcins, les exploitants de la classe 3 montrent des liens plus denses avec les clients, bien que l'on ne puisse pas vraiment parler de coopération mutuelle.

Enfin, c'est par rapport au niveau d'engagement dans des structures collectives qu'apparaît le dernier point de divergence. Et ceci, non seulement par rapport au nombre de structures auxquelles les exploitations appartiennent (deux ou plus pour les exploitations de la classe 3, au moins une dans le cas de la classe 2, et aucune pour presque la moitié des exploitations de la classe 1), mais aussi par rapport au niveau de participation à la gérance des coopératives, élevé pour les exploitations la classe 3 et faible pour celles de la classe 1.

### **Les relations entre éleveurs et leur contexte institutionnel**

Pour ce thème, les différences sont plus nuancées selon les institutions. Les exploitants de la classe 3 maintiennent des contacts fréquents surtout avec les institutions territoriales telles que les collectivités locales ou les *Oficinas Comarcales Agrarias*<sup>6</sup> (OCA), mais aussi avec des institutions extérieures telles que la

identifiées (environ 50 % des exploitations dans la classe 3 et moins de 30 % dans les autres classes), ne concernent qu'un faible pourcentage de la commercialisation des porcs (rarement plus d'un tiers des ventes sauf dans les années où les prix du marché sont bas).

<sup>6</sup> Délégations locales du Ministère de l'Agriculture.

*Consejería*<sup>7</sup> de l'Agriculture ou la *Consejería* de l'Environnement. Certains participent activement à des Sociétés de Développement, organismes semi-publics cherchant à mettre en place des initiatives de développement local, tel que les programmes LEADER issus des fonds européens et régionaux. Ces exploitants ont autant de rapports avec les organisations professionnelles que les autres classes, mais avec une plus grande participation en tant que représentants des agriculteurs.

Les exploitations de la classe 2 sont celles qui maintiennent le moins de contacts avec la *Consejería* de l'Agriculture, mais au niveau des institutions locales (collectivités locales, OCA,...), elles maintiennent des interactions plus fréquentes que la moyenne. Ces exploitants se différencient des autres classes par des liens privilégiés qu'ils ont avec l'association de chasse existant dans chaque commune, à laquelle ils cèdent le droit de chasse en échange d'une protection de l'exploitation contre le braconnage.

Enfin, la classe 1 se caractérise par une absence importante d'interactions avec des institutions locales, mais par des contacts plus fréquents que dans les autres classes avec des institutions publiques extérieures, principalement avec la *Consejería* de l'Agriculture. Ceci est certainement dû au fait que dans cette classe la proportion d'exploitants habitant à l'extérieur de la région est très importante (plus de 47 % des cas), mais aussi cela est dû à une plus grande mobilité de ces exploitants, se déplaçant régulièrement à Séville, capitale régionale.

Nous voyons donc que selon les classes, on peut parler de rapports organisationnels plus ou moins denses et cela pour l'ensemble des acteurs avec lesquels les exploitations interagissent. Mais, est-ce que ces rapports se déroulent pour toutes les exploitations dans un même espace physique et culturel? L'analyse de leur ancrage dans la proximité géographique va nous permettre de répondre à cette question.

---

<sup>7</sup> Equivalent du Ministère mais au niveau régional. En Espagne, les régions, grâce à leur statut de « Communauté Autonome », présentent une structure institutionnelle proche de celle du gouvernement national.

## 2.2. Des rapports organisationnels plus ou moins ancrés géographiquement

Les résultats de la caractérisation des classes par les variables relatives à la proximité géographique sont présentés dans le Tableau 2.

Pour les quatre variables identifiées, les résultats peuvent être commentés de la manière suivante :

### **La localisation des rapports de travail**

On observe que la plupart des employeurs des classes 2 et 3 recrutent de la main-d'œuvre résidant dans la commune où est située l'exploitation, alors que ceux de la classe 1 recrutent beaucoup dans d'autres communes<sup>8</sup>. Par ailleurs, l'implication forte des titulaires dans les processus de recrutement dans la classe 2, et surtout dans la classe 3, nous conduisent à mettre en avant l'importance de la proximité physique dans les rapports de travail des classes les plus ancrées.

### **La localisation des relations avec la filière**

Nous avons mesuré le poids de la valeur économique des transactions d'achat et de vente réalisées avec des acteurs locaux. On observe une progression entre la classe 1 où les transactions locales ont le poids le plus bas, et la classe 3 où elles atteignent le poids le plus important. C'est notamment dans cette dernière classe que la pratique de la vente directe est la plus importante (64 % des cas ici, face à environ 33 % des cas dans les autres classes).

### **La distance qui sépare l'exploitation de son titulaire**

Pour une partie non négligeable des exploitations de la classe 1, la distance qui sépare le lieu de résidence du titulaire de son exploitation est plus importante que pour les autres classes, et le titulaire est

---

<sup>8</sup> Il faut préciser que le fait de recruter à l'extérieur est très mal perçu par les travailleurs locaux car dans la plupart des communes de la région, le chômage dépasse 35 % de la population active agricole.

moins souvent présent sur l'exploitation

Thèmes	Variables	Classe 1 : exploitations peu ancrées (45,2 % des expl.)	Classe 2 : exploitations moyennement ancrées (28,6 % des expl.)	Classe 3 : exploitations très ancrées (26,2 % des expl.)
<b>1) Proximité physique dans relations de travail</b>	- Résidence des ouvriers permanents - Recrutement d'ouvriers résidant dans une autre commune - Responsable recrutement	Commune voisine ou plus loin Fréquent  Travailleur permanent ou régisseur	Commune de l'exploitation  Seulement pour les tâches spécialisées  *	Commune de l'exploitation Seulement pour les tâches spécialisées  Titulaire de l'exploitation
<b>2) Proximité physique marchés amont et aval</b>	- Poids des achats à des fournisseurs locaux - Poids des ventes à des clients locaux - Vente directe	Faible  Faible  *	Moyen  Moyen  *	Fort  Fort  Oui
<b>3) Proximité physique titulaire-exploitation</b>	- Présence dans l'exploitation  - Résidence du titulaire	3-4 jours par semaine ou moins En dehors du département de Séville	Presque tous les jours  Commune de l'exploitation ou voisine	Presque tous les jours  Commune de l'exploitation ou voisine ou Séville
<b>4) Proximité à la culture productive locale</b>	- Lieu d'origine du titulaire  - Apprentissage métier - Transmission du savoir-faire - Expérience comme exploitant	Autre (Séville, Madrid, Barcelone,...) Formation extérieure Non *	Sierra Norte  Famille * *	Sierra Norte ou comarca voisine Famille Oui Plus de 20 ans

(\*) Cases pour lesquelles aucune modalité ne se révèle significative à un seuil de probabilité d'erreur inférieur à 10 %

Tableau 2. Caractéristiques des classes selon les rapports de proximité géographiques mobilisés.

(plus de 21 % des exploitants habitent loin de la région - Madrid, Barcelone, Pays Basque - et seulement 27 % d'entre eux assurent une présence importante sur l'exploitation). Cette distance se réduit pour les autres classes où le lieu de résidence le plus éloigné se situe à Séville (environ à une heure de trajet de l'exploitation), et la plupart des exploitants se rendent presque tous les jours sur l'exploitation.

#### **L'origine et l'insertion culturelles des exploitants**

A nouveau les résultats sont différenciés : une insertion culturelle forte pour la classe 3, moindre pour la classe 2, et une absence d'insertion pour beaucoup d'exploitants de la classe 1 (31 % des cas ne provenant pas de la région ou d'une région voisine, 42 % des cas ayant appris le métier sans contact avec des éleveurs locaux, 63 % des cas ne prenant pas en charge la transmission de savoir-faire à des jeunes éleveurs).

En définitive, les résultats obtenus montrent l'existence de trois classes d'exploitations

bien différentes quant à leur niveau d'ancrage dans la proximité. Si l'on regarde l'importance relative de ces trois groupes d'exploitations (Tableaux 1 et 2), on ne peut vraiment parler d'une mobilisation forte de la proximité que dans seulement 26 % des cas, alors que dans 45 % des cas, les exploitants ne s'appuient que très faiblement sur des rapports socio-économiques et institutionnels locaux. Ces résultats montrent que, même si globalement, au niveau de l'ensemble des exploitations enquêtées, la proximité joue un rôle relativement faible, il y a des exploitations, celles de la classe 3, pour lesquelles les liens sociaux de proximité constituent une clé indispensable de compréhension de leur fonctionnement organisationnel.

Dans quelle mesure le fait de maintenir ces liens de proximité influence-t-il la gestion écologique et économique des exploitations de dehesa ? Et est-ce que ces liens contribuent à établir un compromis entre des objectifs économiques et environnementaux ?

### 3. Quel rôle de la proximité dans la mise en place d'une gestion durable des exploitations ?

Nous nous intéressons dans cette dernière partie à la question du rôle de la proximité dans la mise en place d'une « agriculture durable » dans la région d'étude, c'est-à-dire, une agriculture permettant de bons résultats économiques avec la conservation de la forêt de dehesa.

Nous nous interrogeons sur le rôle de la proximité dans la mise en place dans les exploitations d'un modèle de gestion durable. Nous analysons tout d'abord la correspondance au plan statistique entre proximité et durabilité, puis nous discutons les résultats.

#### 3.1. Une correspondance statistique entre durabilité et proximité

Pour analyser cette correspondance nous avons réalisé un recoupement entre les trois groupes d'exploitations identifiés selon leur niveau d'ancrage dans la proximité, et le caractère durable ou pas de leur gestion. Les résultats apparaissent dans le Tableau 3.

La distribution des 42 exploitations de l'échantillon entre les différents cas de figure possibles, nous a permis de mettre en avant une correspondance<sup>9</sup> entre les exploitations fortement ancrées et celles rendant compatibles des objectifs économiques et environnementaux, c'est-à-dire, les exploitations mettant en place une gestion durable des arbres. En effet, 81 % des exploitations mobilisant fortement la proximité mènent une gestion « durable », alors que ce modèle de gestion ne représente même pas 31 % des cas dans l'ensemble de l'échantillon. Ces résultats nous permettent de valider notre hypothèse selon laquelle la proximité joue

<sup>9</sup> Pour vérifier la validité de cette correspondance du point de vue statistique, nous avons réalisé un test du X<sup>2</sup> qui nous permet d'affirmer avec moins de 2 % de probabilité d'erreur qu'il existe, en effet, une liaison entre ces deux dimensions.

un rôle déterminant dans le compromis existant dans certaines exploitations entre viabilité économique et conservation des ressources.

		Gestion des exploitations (% des exploitations)		
		durable	non durable	TOTAL
Niveau d'ancrage territorial	fort	81,2	18,8	100
	moyen	16,7	83,3	100
	faible	10,5	89,5	100
	TOTAL	30,9	69,1	100

Tableau 3. Analyse de la correspondance existant entre l'ancrage territorial et le caractère durable de la gestion des exploitations de dehesa

#### 3.2. Des atouts de la proximité pour la mise en place d'une gestion durable

Nous pouvons avancer que la proximité contribue à la gestion durable des exploitations en les situant dans une position privilégiée pour accéder et valoriser certaines ressources locales. En particulier nous pouvons souligner les aspects suivants :

- *Un accès plus facile et rapide à des informations stratégiques* en provenance d'autres éleveurs<sup>10</sup>, des institutions territoriales locales ou pas<sup>11</sup>, ou des organisations professionnelles<sup>12</sup>.
- *Un accès privilégié à des inputs locaux de qualité*, tels que des porcelets pour l'engraissement (dont l'offre est limitée et la qualité est garantie par des éleveurs de la région), des reproducteurs, des semences, des aliments du bétail, etc.

<sup>10</sup> Telles que les prix négociés par d'autres éleveurs avec des industriels pour la vente des porcins, le niveau de qualification et d'implication dans le travail des ouvriers, les caractéristiques des clients et des fournisseurs, etc.

<sup>11</sup> Informations sur les aides publiques, sur des décisions diverses sur l'avenir économique des communes, sur les décisions du Parc Naturel, etc.

<sup>12</sup> Informations sur la politique future des prix et des aides.

- Un accès plus facile à des travailleurs spécialisés dans les travaux d'entretien des chênes (taille et écorçage), alors qu'ils sont devenus peu nombreux.
- Un accès particulier au savoir-faire du fait de la qualification plus importante des ouvriers dans les exploitations les plus ancrées. Cette qualification élevée proviendrait de l'ancienneté des ouvriers permanents, de l'implication du titulaire dans les processus de recrutement, de la connaissance des bons spécialistes, d'un moindre taux de rotation de la main-d'œuvre occasionnelle, etc.

Par ailleurs, la démarche collective<sup>13</sup> qu'ils observent lors de la mise en place des nouvelles techniques ou technologies, leur permet une meilleure adaptation des nouvelles techniques aux conditions locales. On peut donc parler de la présence pour certaines exploitations de « phénomènes d'apprentissage localisé » (Lecoq, 1991).

La valorisation de ces ressources locales permet des avantages économiques non négligeables tels que, par exemple, un pouvoir de négociation plus important face aux industriels pour la vente des porcins, une application moins risquée des nouvelles techniques ou pratiques organisationnelles, une plus grande qualité des produits et des économies de coûts obtenues grâce à une main-d'œuvre qualifiée (moins de mortalité du bétail, meilleure utilisation des ressources fourragères de l'exploitation, ...). De même, l'accès à une main-d'œuvre qualifiée et l'approche collective dans la recherche et l'application des nouvelles solutions aux problèmes de la forêt ont une influence certaine sur l'entretien des ressources arborées.

---

<sup>13</sup> Cette démarche collective est basée sur des discussions fréquentes avec d'autres éleveurs, une comparaison des résultats et une facilité d'imitation grâce la visite des exploitations des autres éleveurs lors des réunions de week-end ou des réunions de chasse, des discussions avec des techniciens de structures collectives ou d'institutions locales, des discussions avec des ouvriers de confiance, etc.

## Conclusion et perspectives

Dans cet article nous avons analysé le rôle des rapports que les agriculteurs tissent avec leur contexte socio-économique et institutionnel pour expliquer la gestion écologique et économique de leurs exploitations. Pour cela, nous avons mobilisé une grille d'analyse issue du concept de proximité. Cette grille a été appliquée dans le cas des exploitations de dehesa de la Sierra Norte de Sevilla.

Les résultats obtenus nous ont permis tout d'abord de mettre en avant trois niveaux d'ancrage des exploitants dans des rapports de proximité : fort, moyen et faible. Nous avons ensuite montré que la manière dont les exploitants mobilisent la proximité a une influence certaine sur la durabilité des exploitations. Il apparaît, en effet, que ce sont les exploitants maintenant des liens de proximité forts, qui sont les plus à même de mener une gestion durable. Notre hypothèse de recherche s'en trouve ainsi validée. Plus précisément, nous avons mis en relief le rôle des facteurs tels que les relations à la main-d'œuvre (stabilité des contrats de travail, prise en charge de la formation des jeunes, etc.) ou à la filière (stabilité des relations commerciales permettant une garantie d'écoulement en échange d'une garantie de qualité), etc.

Ces résultats soulignent l'intérêt d'une approche par la proximité pour comprendre les comportements des agriculteurs face à la gestion de l'environnement. S'intéresser aux rapports que les agriculteurs maintiennent avec leur contexte proche, permet en effet d'intégrer dans l'analyse le poids des processus de négociation, de contractualisation, et d'interaction qui interviennent dans les prises de décisions concernant la gestion des ressources naturelles dans les exploitations.

Deux limites à cette analyse doivent cependant être retenues. Premièrement, il faut souligner la portée relativement limitée des résultats obtenus, concernant uniquement le cas d'une région agricole particulière. Il faudrait donc élargir cette recherche à des études empiriques

supplémentaires afin de mesurer le caractère généralisable de nos résultats.

Deuxièmement, une approche par la proximité ne suffit pas à elle seule pour expliquer le comportement des agriculteurs de dehesa. Il faut, en effet, souligner la présence d'exploitations fortement ancrées ayant des difficultés économiques importantes ou ne mettant pas en place une gestion des arbres permettant leur conservation. D'autres facteurs que la proximité interviennent dans l'explication de la durabilité des exploitations. Parmi ces facteurs, la politique des prix et des aides déployée par l'Europe, l'État et la Région, joue un rôle essentiel, pouvant aller parfois dans le sens de la gestion durable (avec par exemple la régulation du chômage agricole qui permet de maintenir une main-d'œuvre relativement disponible et bon marché), ou à son encontre, comme dans le cas des aides au boisement (Avilés Benítez, 1998).

C'est dans l'articulation des facteurs locaux et globaux que la question de l'avenir des forêts de dehesa doit être posée. La proximité permet d'attirer l'attention sur l'importance des modalités de coordination localisées dans l'articulation des objectifs économiques et environnementaux. L'intérêt de ce résultat est alors de soulever la question de la pertinence des mesures agri-environnementales actuellement mises en place concernant la gestion des exploitations de dehesa. Celles-ci passent surtout par des actions individuelles et ne visent pas spécifiquement à inciter les actions collectives (Avilés Benítez, 2000). Un changement dans la conception et l'attribution de ces aides, permettant la prise en compte et le développement des liens entre les acteurs locaux concernés par les mêmes ressources, s'avère ainsi nécessaire. Il s'agirait de mettre en place des actions permettant, par exemple, le développement entre agriculteurs de réseaux locaux d'échanges formels ou informels (tels que cercles, séminaires, bulletins,...) et entre agriculteurs et d'autres acteurs locaux, la mise en place d'une dynamique coopérative et collective (comme les labels) tant pour les productions de dehesa, que pour la gestion de la ressource arborée, ou encore l'établissement de liens solides avec la main-d'œuvre, avec prise en

charge collective de sa formation et de la pérennisation de son emploi.

## Bibliographie

Allouche J., Amann B., 1998. La confiance : une explication des performances des entreprises familiales. *Economie et Société*, 25, numéro spécial en Sciences de Gestion : 147-157.

Avilés Benítez A., 1998. La nueva política agraria europea frente a la problemática ambiental. El caso de la Sierra Norte de Sevilla. *Revista de Estudios Regionales*, 52 : 107-135.

Avilés Benítez A., 2000. *Gestion soutenable des ressources naturelles et proximité : le cas de l'agriculture de dehesa en Andalousie*. Thèse de Doctorat en Economie Appliquée, INRA-UPMF, Grenoble, 355 p.

Avilés Benítez A., 2001. Gestion des ressources naturelles et viabilité des exploitations agricoles. Le cas de l'agriculture de dehesa en Andalousie. *Economie Rurale*, 263 : 48-61.

Bellet M., Kirat T., 1998. La proximité, entre espace et coordination. In : Bellet M., Kirat T. et LARGERON C. (eds) : *Approches multiformes de la proximité*. Paris, Ed. Hermes, pp. 23-40

Blanc M., Aubert F., Détang-Dessendre C., 1999. Le fonctionnement des marchés du travail ruraux. *Economie Rurale*, 250 : 31-38.

Campos P., Díaz M., Pulido F.J., 1998. Las dehesas arboladas : un equilibrio necesario entre explotación et conservación. *Quercus*, 147 : 31-35.

Common M., Perrings Ch., 1992. *Towards an ecological economics of sustainability*. Sweden, Beijer Editions, Discussions papers, 2.

Costanza R., 1991. Assuring sustainability of ecological economic systems. In Costanza, R. (ed.) : *Ecological Economics: The science and Management of Sustainability*. New York, Columbia University Press, pp. 330-354.

Dupuy P., Torre A., 1988. Liens de proximité et relations de confiance : le cas des regroupements localisés de producteurs dans le domaine alimentaire. In M. Bellet, T. Kirat et C. LARGERON (coord.) : *Approches multiformes de la proximité*, Paris, Hermes, pp. 175-191

Gafsi M., 1998. Relation d'interdépendance entre les exploitations et leur contexte local pour protéger la qualité d'une eau minérale. *Etud. Rech. Syst. Agraires Dév.*, 31 : 239-257.



**Gilly J-P., Torre A., 1998.** Introduction du numéro spécial "Dinamiche di prossimità", *Industria*, 3(XIX), 27pp

**Grossetti M., 1998.** La proximité en sociologie : une réflexion à partir des systèmes locaux d'innovation In Bellet M., Kirat T. et LARGERON C. (Coord.) : *Approches multiformes de la proximité*. Paris, Hermes, pp. 83-100.

**Lecoq B., 1991.** Organisation industrielle organisation territoriale : une approche intégrée fondée sur le concept de réseau. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 3-4 : 321-341.

**Norgaard, R.B., 1988.** Sustainable development: a coevolutionary view. *Futures*, 20(6) : 606-620.

**Rallet A., 1999.** *L'économie des proximités*. Leçon à l'École-Chercheurs en Economie régionale et Spatiale, Le Croisic, 8-10 décembre, 9 pp

**RERU Revue d'Economie Régionale et Urbaine, 1993.** Numéro spécial « *Economie des proximités* », 3.

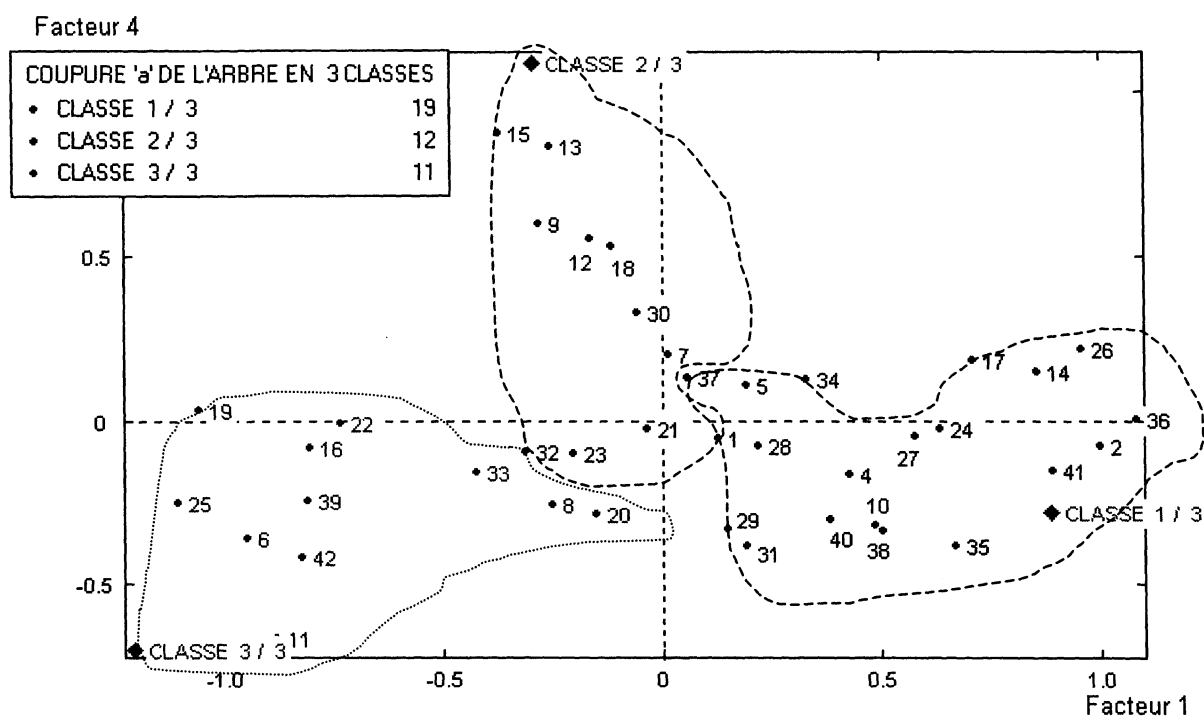
**Roux B., 1987.** L'économie de las dehesas : situation actuelle et état des connaissances. *Séminaire sur dehesas et systèmes agro-sylvo-pastoraux similaires*. Extremadura-Andalucia. 30 mars-4 avril 1987. MAB-UNESCO. Madrid.

**Torre A., 1993.** Proximité géographique et dynamiques industrielles, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 3 : 431-448.

**Valceschini E., 1990.** Exploitation, filière et meso-système. In Brossier, J. ; Vissac, B. ; Vissac, B. ; Le Moigne, J.L. (eds.) : *Modélisation systémique et systèmes agraires*. Paris, INRA, pp. 269-295.

## Annexe

Représentation sur un plan factoriel des classes d'exploitations obtenues selon le niveau d'ancrage territorial (centres de gravité et numéro d'exploitation)



**Interprétation des 5 axes factoriels retenus pour la classification (65 % d'inertie expliquée) :**

Axe 1 : Densité des relations que les exploitants maintiennent avec d'autres exploitants et avec la filière (plus denses dans le pôle négatif et moins denses dans le pôle positif)

Axe 2 : Critères et modalités de recrutement de la main-d'œuvre employés par les exploitants (recrutement basé sur la réputation dans le pôle négatif et sur des relations familiales ou d'amitié dans le pôle négatif)

Axe 3 : Niveau d'implication des exploitants dans la vie politique et économique locale (plus impliqués dans le pôle négatif et moins impliqués dans le pôle positif)

Axe 4 : Proximité des marchés amont et aval utilisés (marchés plus proches dans le pôle négatif et marchés moins proches dans le pôle positif)

Axe 5 : Recours des exploitants à la vente directe (faible dans le pôle négatif et fort dans le pôle positif)

Source : Enquêtes d'exploitations 1997-98. Elaboration avec SPAD